

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS RCC

31 rue Pierre Drouillot
21500 Crépand

Références : 2026-023
Code AIOT : 0005400063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement SAS RCC implanté En Charibeu 21500 Buffon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS RCC
- En Charibeu 21500 Buffon
- Code AIOT : 0005400063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RCC exploite sur la commune de Buffon une carrière de granulats de calcaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Périmètre d'autorisation et d'extraction	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Fronts et banquettes	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 2.4.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Rétention substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 7.5.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite Inspection 2018	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 2.3.6.2, 8.1.3, 2.3.4, 7.5.3, 7.5.6, 2.3.6.4	Sans objet
3	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 1.2.2	Sans objet
6	Aire étanche	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La banquette Ouest présente une largeur comprise entre 4 et 8 mètres et la partie Nord de la banquette Est présente une largeur comprise entre 11 et 8 mètres, alors que la largeur minimale des banquettes du site prescrite est de 10 mètres minimum .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite Inspection 2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 2.3.6.2, 8.1.3, 2.3.4, 7.5.3, 7.5.6, 2.3.6.4
Thème(s) : Autre, Synthèse suite de l'inspection de 2018
Prescription contrôlée : Article 2.3.6.2 : Le chemin d'accès à la carrière n'est pas mis en enrobé.

Article 8.1.3 :

L'installation de traitement des matériaux n'est pas équipée de système d'abattage des poussières, notamment à la jetée des matériaux et aux sorties des concasseurs et des cribles.

Article 7.5.3 :

Une cuve de carburant utilisée pour ravitailler la foreuse à son poste est présente sur le carreau, elle n'est pas sur rétention.

Article 7.5.6 :

Il n'y a pas de kit de première intervention en cas de pollution accidentelle disponible sur la carrière.

Article 2.3.6.4 :

La procédure d'urgence en cas de pollution n'existe pas.

Constats :

Lors de l'inspection d'octobre 2025, il a été constaté :

Article 2.3.6.2 :

Le chemin qui permet d'accéder à la carrière est en enrobé.

Article 8.1.3 :

Lors de l'inspection aucune installation de traitement de matériaux n'était présente sur site. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il utilise des unités mobiles pour le traitement des matériaux de la carrière. L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'unité mobile doit être équipée de système d'abattage des poussières, notamment à la jetée des matériaux et aux sorties des concasseurs et des cribles.

Article 7.5.3 :

Aucune cuve à carburant n'était présente sur le carreau de la carrière. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la cuve avait été évacuée en 2018.

Article 7.5.6 :

Un kit de première intervention en cas de pollution accidentelle est disponible sur le site. L'exploitant a présenté ce kit à l'inspection..

Article 2.3.6.4 :

L'exploitant a créé une procédure d'urgence en cas de pollution. Celle-ci est affichée dans le local de la carrière et est présente avec le kit de première intervention en cas de pollution accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'autorisation et d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 1.2.2				
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation				
Prescription contrôlée :				
Commune	Section	Parcelle	Surface totale	S u r f a c e a u t o r i s é e
Buffon	A	1008pp	78 a 00 ca	67 a 93 ca
Buffon	A	1132pp	68 ha 28 a 00 ca	11 ha 42 a 07 ca
Buffon	A	1133	1 ha 62 a 00 ca	1 ha 62 a 00 ca
Constats :				
<p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de la carrière avec les parcelles cadastrales. La carrière est exploitée sur les parcelles A1008, A1132 et A1133 conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>En revanche, le plan transmis n'indique pas les surfaces d'exploitation pour chaque parcelle cadastrale.</p>				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				
L'exploitant transmettra à l'inspection les surfaces exploitées pour chacune des 3 parcelles cadastrales.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant				
Proposition de délais : 1 mois				

N° 3 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Exploitation et côte minimale
Prescription contrôlée :
<p>Le tonnage total de matériaux à extraire est de 2 175 000 tonnes.</p> <p>La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 100 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 75 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. Cette production englobe à la fois la production de granulats et de blocs de pierre ornementale bruts.</p>

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 100 000 tonnes/an.

La cote minimale d'extraction est de 312 m NGF. L'épaisseur maximum d'extraction est de 30 mètres.

Article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 06/07/2016 :

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf. annexe) et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation	Volume à extraire
1	2016	29700	246450 (dont 112500 de reprise de terril)
2	2021	17700	190000
3	2026	14100	190000
4	2031	12500	190000
5	2036	14400	190000
6	2041	15470	190000

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Le terril présent au sud-ouest du site sera exploité en priorité pour la production de granulats. En tout état de cause, il sera consommé dans le cadre de la première phase et avant que ne débute la phase 2. La côte finale de ce terril sera de 321m NGF.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les quantités de matériaux extraits depuis 2020 :

- 2020 : 44 863 tonnes produites dont 2 449 tonnes de stérile ;
- 2021 : 75 426 tonnes produites dont 3 115 tonnes de stérile ;
- 2022 : 62 681 tonnes produites dont 2 514 tonnes de stérile ;
- 2023 : 57 638 tonnes produites dont 2 246 tonnes de stérile ;
- 2024 : 87 802 tonnes produites dont 3 685 tonnes de stérile.

La production moyenne de ces 5 dernières années est de 65 682 tonnes par an.

L'exploitant a transmis à l'inspection un plan topographique de la carrière mis à jour le 7 mai

2025. Le carreau principal de la carrière est situé à une côte comprise entre 312.09 et 313.50 m NGF sauf au niveau du bassin de décantation qui est situé à 310.07 m NGF. A proximité immédiate de ce bassin, on retrouve une côte comprise entre 311.43 et 311.87 m NGF. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il s'agissait du point bas de la carrière afin que les eaux de ruissellements puissent être dirigées vers le bassin.

Il est rappelé à l'exploitant que la côte minimale d'extraction est de 312 m NGF.

Concernant le phasage d'exploitation, l'exploitant n'a pas réalisé le phasage d'exploitation conformément à son arrêté d'autorisation.

Non conformité :

L'exploitant n'a pas commencé l'exploitation de la carrière en réalisant l'extraction des granulats du terril situé au sud-ouest du site comme défini lors de la phase 1.

L'exploitation de ce terril devait permettre d'arriver à une côte de 321 m NGF. La côte actuelle de ce terril est de 331 m NGF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera l'exploitation des granulats du terril prévu lors de la phase 1 afin d'atteindre la côte de 321 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fronts et banquettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 2.4.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteurs fronts et banquettes

Prescription contrôlée :

Le front de taille peut comprendre un à plusieurs gradins dont la hauteur de chacun n'excède pas 15 m, et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres.

La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

Après chaque tir de mines, les parois seront purgées par éboulement des roches proéminentes.

En complément, l'arrêté ministériel carrière du 22/09/1994 - Article 11-6 Front d'abattage précise:

« Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. »

Constats :

La carrière est exploitée sur deux gradins qui présentent chacun une hauteur inférieure à 15 mètres (13,75 mètres et 12.9 mètres).

La carrière dispose d'une banquette à l'Ouest, au Nord et à l'Est du carreau à 312 mNGF.

La partie Sud-Est de la carrière a été exploitée avant l'autorisation RCC de 2016 (partie historique).

Les banquettes Nord-Est, Nord et Ouest ont été exploitées par RCC. La banquette au Nord présente une largeur minimale de 18 mètres.

Non conformités :

La banquette Ouest présente une largeur comprise entre 4 et 8 mètres.

La banquette Nord-Est présente une largeur comprise entre 11 et 8 mètres.

La largeur minimale prescrite par l'arrêté préfectoral étant une largeur de 10 m, un arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation est proposé au préfet.

Observation:

Certains fronts situés au Sud-Est de la carrière semblent présenter des hauteurs supérieures à 15 m. La banquette Sud-Est présente une largeur de quelques mètres seulement.

L'exploitant s'assurera que le front historique situé au Sud-Est ne présente pas de risques d'instabilité, tout au long de l'exploitation de la carrière et jusqu'à l'exploitation en phase 5 dudit front.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rétention substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Substances dangereuses

Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondants aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
<p>Constats :</p> <p>Les substances dangereuses sont stockées dans un container fermé à clés. Lors de la visite d'inspection les 6 fûts d'huile et le fût de lave glace présents étaient sur rétention. L'ensemble des fûts ne disposait pas d'une dénomination exacte du contenu, du numéro et du symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour l'ensemble des fûts présents dans le container de stockage, l'exploitant indiquera de manière très lisible la dénomination exacte du contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18-1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une aire étanche est située à droite en entrant sur la carrière. Les engins étaient stationnés sur cette aire. Un caniveau permet de recueillir les liquides et est relié à un décanteur déshuileur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite